



Région Centre

CONSEIL RÉGIONAL

GROUPE COMMUNISTE

Agenda 21

Intervention de Véronique Daudin

Voté en séance plénière en juin dernier, l'agenda 21 de la région est dans une phase importante de son évolution. Il s'agit aujourd'hui de faire un premier point encadré par une méthode et un cadre d'actions pour l'amélioration de nos politiques et nos pratiques en matière de développement durable.

Cet état des lieux s'inscrit dans un contexte national difficile et dramatique.

Nous faisons face à la fois à des crises financières, sociales, écologiques et des crises du travail et de l'emploi, de l'énergie, de l'eau et de l'ensemble des ressources naturelles, de l'alimentation et de la démographie, des villes et des territoires, de la démocratie et de la citoyenneté.

Ces crises s'aggravent mutuellement et se nourrissent les unes des autres, avec comme conséquences une aggravation de la précarisation et de la mal vie pour les populations les plus démunies.

Il s'agit de trouver des solutions communes, de formuler des priorités qui permettent de répondre aux exigences environnementales comme à la création d'emplois, à l'augmentation du pouvoir d'achat, aux questions d'éducation ou encore aux questions de santé humaine ou du vivre ensemble ...

Il faut effectivement créer et produire des voitures propres, des énergies renouvelables, des habitats à énergie positive, des transports collectifs qui ne génèrent pas de gaz à effet de serre, une production agricole conforme au rythme saisonnier sans pesticide et proche des consommateurs... Et tout cela dans des conditions sociales qui permettent à tout un chacun d'y avoir accès.

On le voit bien, cette vision nouvelle suppose un tout autre type de développement dont le critère premier ne serait plus la recherche effrénée du profit financier, mais la satisfaction des besoins humains et le respect des équilibres naturels.

Il ne suffit pas de croiser crise écologique, crise sociale et crise financière, il faut

impérativement lier leurs résolutions au dépassement du modèle économique et financier dominant au plan mondial, le capitalisme contemporain, qui détruit notre environnement, gaspille nos ressources naturelles, marchandise toutes productions humaines, exclue de l'accès aux biens, aux savoirs et aux pouvoirs une part de plus en plus importante de l'humanité.

L'attente de notre peuple est grande pour trouver des réponses politiques cohérentes d'où l'importance de faire participer chaque citoyen.

De ce fait, l'idée des 6 propositions aux habitants et la proposition de l'organisation de « semaines pour l'avenir » peuvent être un moyen d'entraîner la population, les collectivités, les associations dans un ensemble d'actions.

Je partage à ce propos, l'idée du CESR qui propose de favoriser le débat autour de thématiques non consensuelles comme par exemple notre avenir énergétique, l'agriculture de demain, la répartition des richesses, auxquelles je rajouterai la politique de santé publique.

A ce titre, je souhaiterai attirer votre attention par rapport à l'aspect social de l'agenda 21 et notamment en matière de santé publique.

J'ai récemment été alerté par un praticien hospitalier d'un centre hospitalier spécialisé départemental.

Il décrit, je cite:

« ...après 24 ans d'exercice dans ces fonctions, je ne peux continuer à constater, impuissant, la dégradation des conditions de travail des uns et des autres et aussi et surtout la perte de qualité des prestations de soins rendues à la population du Secteur dont nous avons la responsabilité. »

et de poursuivre:

« ...la seule décision sage que j'ai pu prendre depuis très longtemps est celle de démissionner des fonctions de chef de service. »

Dans quel pays sommes-nous où les médecins trouvent comme alternative et comme moyen d'alerte la démission de leur chefferie de service ?

Alors que nous l'avons vu, ces derniers temps, le gouvernement trouve des centaines de millions d'euro en quelques heures pour renflouer les banques, il dit ne pas pouvoir donner un centime pour la santé. Rappelons que le trou de la sécu, c'est presque 9 milliards d'euro...

Et la seule réponse que Sarkozy donne dans son discours du 2 décembre sur la psychiatrie, c'est tout pour le sécuritaire et rien pour répondre au manque de moyens

des équipes de psychiatrie face à la souffrance psychique. S'il a fait des propositions et annoncé le déblocage de crédits, ce n'est pas pour améliorer la qualité des soins, mais pour renforcer le caractère carcéral d'une partie de la psychiatrie. Pourtant, la santé mentale a besoin de moyens pour mieux prendre en charge, pour accompagner, pour soulager la souffrance de ces centaines de milliers de personnes qui ont recours chaque année au dispositif de psychiatrie de secteur.

Le besoin de se soigner dans de bonnes conditions semble aujourd'hui compromis face à une société qui marchandise tout ce qui peut être rentable au détriment des besoins humains.

Je rajouterai, toujours dans le domaine de la santé, l'offensive menée contre l'ensemble du service public de santé avec comme exemple le projet de transfert de la chirurgie de l'hôpital de Châteaudun à la clinique privée de Vendôme.

Les réformes envisagées et les mesures préconisées dans le cadre de la réforme Bachelot vont entraîner une privatisation progressive de l'hôpital public et l'instauration de la logique de l'hôpital entreprise et de la marchandisation de la santé. Parallèlement, cette course à la rentabilité entraînera la suppression d'activités médicales jugées peu ou pas rentables, le développement des cliniques privées à but lucratif et la généralisation des dépassements d'honoraires.

Je tiens à remercier tout particulièrement au nom des communistes d'Eure-et-Loir, les élus de droite qui, au mépris des 6700 signatures de la population, ont voté pour le transfert du service public de chirurgie conventionnel vers le privé.

Ceci va bien évidemment, favoriser la fragilisation puis la fermeture de l'hôpital de Châteaudun.

Et moins d'hôpitaux de proximité, c'est moins d'offres de soins pour notre population régionale.

La Région, engagée dans la démarche de l'agenda 21, a un rôle dynamique dans l'articulation des mises en oeuvre des différents projets locaux et dans l'investissement des habitants de la région pour notre combat environnemental. Mais sans le courage politique de faire reculer la loi de l'argent et d'affronter les puissances financières, rien ne sera possible. C'est bien ce courage qui consiste à opposer concrètement à la loi de l'argent une autre conception de la société, solidaire et durable, que je veux défendre.

Je vous remercie,